

LE RÉVEIL

SOCIALISTE - ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE :

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 2.— Six mois, Fr. 1.—
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :

RUE DES SAVOISES, 6
(GENÈVE) SUISSE

UNION POSTALE UNIVERSELLE :

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 10 centimes

LA GUERRE SOCIALE

Qui eut pu croire, au moment où chacun s'ingénie à apporter au conflit social une solution équivoque sauvegardant surtout les intérêts des entrepreneurs industriels et les possesseurs de la moindre parcelle du privilège capitaliste, qu'une sanglante tragédie allait se passer, nous montrant dans toute sa brutalité l'irréductibilité des antagonismes sociaux.

Les gouvernants avaient cependant trouvé mille moyens de calmer les appétences populaires. Les retraites de toutes sortes, les projets d'assurances contre tous les maux soulevaient les couvercles des cartons législatifs. Des places dans le gouvernement et aux innombrables fonctions qu'il réserve à ses créatures avaient créé toute une armée de socialistes très patients, comprenant à merveille les difficultés du pouvoir et les expliquant à leurs anciens camarades de lutte avec une belle persuasion. Les uns faisaient appel à l'initiative des travailleurs pour créer des coopératives où la puissance de consommation du prolétariat devait créer dans un avenir très prochain un capital social capable de lutter contre la réserve capitaliste ; d'autres, faisant appel à un patronat, supposé intelligent et comprenant la nécessité des concessions momentanées, peu coûteuses et très émoussées, parlaient de réaliser quelques-uns des projets chers aux philanthropes de 1848. La répartition des bénéfices retrouvait ses admirateurs et ses panégyristes.

Jamais on ne parla avec autant de conviction des maisons ouvrières où les producteurs reconnaissant se laisseraient bercer par l'illusion propriétaire pour devenir par la suite les plus ardents défenseurs du droit de propriété envers et contre tous les « pêcheurs en eau trouble ». C'est à qui apporterait sa pierre à l'édifice nouveau que la bonne volonté de tous allait dresser en pleine harmonie reconquise sur les utopistes dangereux du passé.

Bien sûr que cet amour pour les « humbles », se manifestant un peu partout, n'était pas venu tout seul. Il avait bien un peu été aidé par les circonstances et les violences anarchistes ne furent pas sans avoir une certaine corrélation avec cette explosion d'altruisme unique dans l'histoire. Les grèves, toujours plus nombreuses, éclatant pour un oui ou pour un non, tantôt pour une question de salaires, tantôt pour répondre à une iniquité patronale par une mise-bas ouvrière, démontrant une solidarité toujours plus grande parmi les travailleurs, n'étaient pas aussi sans jeter l'émoi dans le monde capitaliste, mais il pouvait croire, qu'en faisant preuve de bonne volonté, il allait désarmer les intransigeances prolétariennes et préparer les voies d'un accommodement sur un mode nouveau.

Patrons et gouvernants s'entendaient au mieux pour nous acheminer sûrement vers cette nouvelle tromperie lorsque les coups de feu des patrons de Cluses nous apprennent d'une façon catégorique et définitive que l'antagonisme existant entre patrons et ouvriers se réglerait autrement qu'avec des formules de paix glorifiant la bonne entente entre les entrepreneurs et leurs exploités.

Ils sont venus nous rappeler que la vie économique avait créé des êtres de brutalité et d'énergie qui n'accepteraient pas la moindre atteinte à ce qu'ils considèrent être leur droit. Partout nous trouverions, aussi bien dans les grandes villes, au milieu d'une certaine culture, que dans ces bourgades semi industrielles, semi-agricoles, où les traditions sont plus lentes à disparaître, de ces patrons toujours prêts à affirmer l'ancien droit romain de propriété. Ils sont restés intangibles, leur droit est la chose la plus sacrée et, dans leur aveuglement, ils n'ont pas vu les lentes conquêtes du droit collectif, ils n'ont pas aperçu la main-mise qu'exerçait petit à petit les travailleurs sur l'outil industriel. Tout entier à la conservation de leur droit dans son intégrité, ils n'ont pas vu se lever l'aurore d'un droit nouveau rendant à la collectivité ouvrière, à la ruche, dont ils possédaient les moyens de travail, ce qui lui revient en propre, une part, une grosse part, dans les résultats de l'entreprise, dans le développement de l'outil, dans les progrès accomplis. Forts d'un droit très vieux, si vieux qu'il ne tient plus debout,

ils l'affirmaient à tout instant, sentant vaguement s'en aller ce qui avait été pour beaucoup d'entr'eux la seule raison de vivre : le besoin d'autorité vigilante et jamais désarmée.

Aussi, quelle souffrance chez quelques-uns, lorsque les ouvriers firent mine de se grouper, d'organiser des syndicats, première affirmation, bien timide souvent, de ce droit nouveau de la collectivité exploitée. Eux qui avaient été seuls maîtres jusqu'à maintenant, dont le poids de leur autorité leur semblait si léger à l'épaule des autres, devraient reconnaître une autorité parallèle à la leur. Eux qui avaient commandé en maîtres absolus jusqu'à maintenant devraient discuter et discuter avec leurs ouvriers dont ils s'étaient si bien habitués à la passivité. Une des victimes du drame de Cluses disait à un journaliste qui la visitait : « Dès la fondation du syndicat la vie devint impossible dans l'usine Crettiez ».

C'est ce heurt entre le droit patronal strict et le droit ouvrier s'affirmant toujours plus, même sur les lèvres de ceux qui n'osaient pas encore adhérer au syndicat, qui fut la cause de ce drame social, prodrome de la grande révolution économique qui s'annonce déjà par des tressaillements de toutes sortes. Sans être aussi imbus d'idées moyenâgeuses que ne l'étaient les Crettiez de Cluses, tous les patrons, propriétaires d'entreprises, sentent avec effroi les ouvriers marcher lentement à la conquête de nouveaux droits qui diminueront d'autant les droits patronaux. C'est la première brèche à la citadelle capitaliste par laquelle passeront les revendications toujours plus pressantes des travailleurs jusqu'à l'expropriation finale.

Aussi quelle rage, quels moyens louches de combattre l'organisation ouvrière, jusqu'à cette contre-organisation appelée *jaune*, soutenue par toutes les forces de l'Eglise et du Capital réunies.

Les Crettiez de Cluses, au paroxysme de la colère, soutenus par l'armée qui leur prêtait main-fort en en imposant à la population, voulaient résister jusqu'au bout. Ils sentaient que la prise en considération des revendications ouvrières, consistant en cette circonstance dans la rentrée de sept ouvriers, congédiés pour ne pas avoir partagé les convictions patronales, serait une première victoire remportée par le travail organisé. C'était une souffrance pour ces cerveaux étroits de possédants de penser que des ouvriers allaient maintenant dicter des conditions au patronat. Non seulement ils voulurent lutter, mais ils voulurent encore humilier leurs salariés en exigeant d'eux des réparations inacceptables. Hués par tout le monde, par les ouvriers qui sentaient leur haine grandir et par d'autres patrons voyant leurs intérêts se perdre dans une grève sans issue, ils se cantonnèrent dans une résistance farouche qui devait avoir des suites tragiques au moindre contact. On sait le reste. Les patrons, protégés par les baïonnettes du gouvernement, tirant sur les ouvriers, en tuant trois et en blessant une quarantaine ; les ouvriers incendiant l'usine à titre de représailles nécessaires.

Le principe d'autorité poussé à ses extrémités, a amené le pire des dénouements, au point de vue patronal, s'entend. Qui oserait, sans dénaturer les faits pour en tirer une conclusion contraire à la réalité, soutenir la cause de ces autoritaires désemparés. Tout le monde se garde bien de les approuver, mais cherche, par contre, à pallier leurs actes en signalant des provocations qui les auraient mis en état de défense légitime. Mais ce sont les soldats eux-mêmes, témoins muets et commandés du drame, qui se chargent eux-mêmes de rétablir les faits.

Les responsabilités dépassent de beaucoup la tête des fusilleurs ; c'est le principe patronal même qui est en cause, c'est tout le système d'exploitation du prolétariat qui est sur la sellette et avec lui ceux qui le soutiennent pour en bénéficier à leur tour. L'économiste Pareto trouvait que les capitalistes ne savaient pas se défendre ; dira-t-il encore cela ou trouvera-t-il qu'une pareille défense aboutirait bientôt à la victoire définitive du prolétariat ?

L'exploitation capitaliste est si néfaste, si contraire au progrès en toutes choses, si pernicieuse pour la collectivité et les revendications de ses victimes si justes, si légitimes que, même soutenues par la violence, elles trouvent

l'appui des masses jusque-là courbées sous le joug brutal de l'argent. Si les ouvriers avaient tué leurs patrons — ce qui eut été très compréhensible — le prolétariat se fut trouvé grandi par sa propre énergie. Le contraire arrive, ce sont les patrons qui tuent leurs ouvriers, le fait ne se comprend plus, car on ne tue pas la poule aux œufs d'or, et c'est le système capitaliste qui se trouve amoindri par une pareille défense, à laquelle nous ne sommes pas préparés en Europe.

L'Etat, qui s'était fait dès la première mise-bas des ouvriers le défenseur des intérêts patronaux, s'est empressé de leur fausser compagnie pour ne pas perdre la clientèle ouvrière.

Son rôle est plus abject encore. Il vient, après avoir tenu le bras des victimes frappées, leur offrir des consolations. M. le Préfet lance des paroles vengeresses et la magistrature, bien stylée, recherche et trouvera quand même quelques prévenus pour leur faire payer l'incendie de l'usine ou les faire servir d'étages en échange des fusilleurs arrêtés. Rien n'étonne plus !

Les travailleurs auraient grandement tort de se laisser prendre aux belles phrases des gouvernants, alors qu'ils se sont montrés à Fourmies et à Chalon et à tant d'autres endroits où le sang prolétarien a coulé, les premiers initiateurs aux crimes patronaux et les instigateurs de toutes les persécutions subies par le prolétariat.

Pendant que M. Jaurès converse avec M. Bourgoïn sur les étapes de l'évolution collectiviste, étranger à tous les événements qui pourraient déranger le plan de M. Combes et l'obliger à lui demander compte de la complicité gouvernementale, les travailleurs tombent assassinés par le plomb patronal. La conversation continue pendant que le patronat, reprenant partout ses positions, s'apprête à faire payer cher aux travailleurs la peur qu'il a eue un moment. Il serait temps que les ouvriers s'aperçussent du rôle que jouent, en ce moment, les bourgeois libéraux, très intéressés à faire dériver en une nouvelle chasse aux curés, la charge que les travailleurs étaient en train de battre contre le capitalisme protégé par l'Eglise et par l'Etat, ses plus fermes soutiens, malgré la reprise équivoque d'une scène de ménage, jouée depuis trente ans et plus, sans autre résultat qu'un baïllonnement plus solide du prolétariat. Il serait temps aussi qu'ils comprissent le sens des événements et que la tuerie de Cluses, pour significative qu'elle soit, n'en démontrât pas moins la faiblesse du prolétariat.

Que la fusillade patronale de Cluses, couchant dans la poussière des rues les cadavres de nos frères, nous soit un enseignement profitable et une indication pour la lutte très prochaine.

G. H.

BÊTISE PATRIOTIQUE

La manie militariste, qui sévit de plus en plus dans ce pays, vient de le mettre, une fois encore, dans une position ridicule.

Tout le monde sait — nos journaux patriotes en étaient assez fiers pour avoir rasé sans mépris leurs lecteurs — que le Conseil fédéral, toujours prêt à entrer dans les vues de nos militaires, avait envoyé en Mandchourie, côté russe et côté japonais, une mission militaire pour suivre les opérations des belligérants.

La nécessité s'en faisait évidemment sentir. La Suisse ressemble à s'y méprendre à la Mandchourie et les marches et contremarches des russes fuyards seront de grande utilité si jamais nous alliions avoir une affaire sur les bras. Puis les mystères du transbaïkal à voie unique pourraient nous préparer admirablement à la défense de nos montagnes. De même, le service des intendances russe et japonaise ayant à transporter à de très grandes distances les approvisionnements de la troupe ne seront pas sans enseignements pour notre service de subsistances qui laisse facilement crever nos soldats à quelques kilomètres de ses fourgons.

De cette façon nous nous convainquons toujours plus de cette vérité qui consiste, pour améliorer un service local, ayant des conditions très particulières, à aller faire la roue à quelques milliers de lieues. Mais l'état-major russe, qui veille à notre sécurité mieux que le Conseil fédéral, nous a renvoyé, comme chiens fouettés, les deux braves à trois poils qui ne s'attendaient pas à pareille mésaventure, eux qui rêvaient déjà des larges galons que leur vaudrait leur campagne mandchoue.

Devant un pareil affront tous nos bonnets

de coton patriotes s'agitèrent. Debrüt, le stratège du *Journal de Genève*, reprit par le menu l'épopée napoléonienne, avide de retrouver dans les péripéties de la retraite de Russie le point qui nous permettrait de mettre à quia le gouvernement de ce pays.

« Comprenez vous, renvoyer ainsi des soldats d'élite comme notre colonel et son capitaine ? Quel affront à notre drapeau ! » Ainsi s'en allaient clamant, les bonnes bêtes patriotardes plus idoines que jamais. Naturellement, le Conseil fédéral a demandé des explications qu'il n'a pas obtenues. Le même *Journal* propose de continuer à en demander jusqu'à ce que l'on nous réponde. A ce jeu, seul, le Conseil fédéral pourra se fatiguer. De cette basse-cour en délire, seuls nos deux guerriers demeurent impassibles, grandis par l'adversité, et frottant avec obsession leurs culottes de peau à la place où l'ours moscovite y a posé une patte très opportune. « De si beaux soldats, des gaillards si intelligents, si capables, l'espoir de notre armée, Monsieur ! » Et nos patriotes, chauffés par les journaux, qui montent haut le diapason patriotique, s'en vont marmottant entre leurs dents des mots vengeurs et des menaces sous le ciel bleu dans l'attente des explications qui ne viennent toujours pas, Curieux de connaître ces braves dont le nom est sur toutes les lèvres frémissantes de nos bourgeois je vais aux renseignements.

— Le colonel, un propre à rien, devenu militaire parce qu'il était incapable de faire autre chose, comme tant d'autres rejetons de l'aristocratie genevoise poussés par leurs familles dans le dépotoir du militarisme.

Je ne demandai pas mon reste ni le cas du capitaine, le signalement du chef de mission me suffisant amplement.

Quant au mépris non déguisé du gouvernement russe à l'égard du Conseil fédéral, il ne saurait nous étonner. Le Conseil fédéral s'est montré si souvent d'une platitude telle, il a répondu tant de fois servilement aux demandes de la troisième section (police russe), il s'est fait si souvent, par ses délations, le pourvoyeur des prisons russes et en fin de compte des bagnes sibériens qu'il a encouru le mépris même de ceux qu'il servait ainsi dans l'ardeur de son abjection. Peut-on répondre à un gouvernement qui fut si longtemps un collaborateur toujours actif de la chasse aux révolutionnaires ? Quelle mouche le pique donc pour regimber aujourd'hui, lui qui était toujours si disposé à lancer son Kronauer dans les jambes de qui gênait les gendarmes russes ?

C'est à croire à l'immanence de cette justice dont nous parle le philosophe. Mais faire du tsar l'instrument de ses décrets pour châtier le Conseil fédéral, c'est pousser la plaisanterie un peu loin quand même ! Pauvre Conseil fédéral, quel camouflet ! Si cela allait le faire changer ? N'y comptez pas trop, cependant, le naturel reprendra bientôt le dessus, allez ! *Joris.*

NOTRE ACTION

Les travailleurs ne paraissent pas posséder l'énergie nécessaire pour une lutte incessante. De temps à autre, ils donnent le spectacle d'un beau mouvement de solidarité, se levant par milliers pour protester contre l'une des manifestations les plus criantes de l'iniquité bourgeoise ; mais ils retombent bientôt dans leur torpeur, pour ne se réveiller que plus tard, sous la poussée d'un autre événement, presque toujours imprévu. Ce manque de suite dans l'action de résistance et de révolte contre la classe capitaliste produit les plus déplorables effets. Chaque fois que le peuple se lève à nouveau, il est tout aussi mal préparé qu'il l'était précédemment et ne fait que donner de nouvelles preuves de son impuissance, de son hésitation, de son défaut de volonté au moment d'agir.

Il s'est trouvé des socialistes pour railler ceux qui, comme nous, voudraient voir le prolétariat toujours prêt à entrer en lutte ; mais il n'en est pas moins vrai que c'est seulement à ce prix que nous pourrions provoquer les événements, les hâter, tout en étant au mouvement révolutionnaire son caractère d'intermittence, pour exercer une action continue, tour à tour occulte ou ouverte, selon le milieu et les circonstances.

Une immense sensation de fatigue semble aujourd'hui peser sur les groupements ouvriers, où notre propagande ne se heurte pas à une opposition quelconque, mais à la plus complète indifférence. Espère-t-on donc quelque chose ou vraiment la résignation a-t-elle fini par triompher de toutes les révoltes ?

Les syndicats ont toujours été l'une des plus

grandes préoccupations de la bourgeoisie. Après les avoir combattus par tous les moyens, forcée d'admettre le fait accompli, nous avons vu tout à coup surgir de tous les partis les plus réactionnaires des amis de l'organisation ouvrière. Les gens d'église, naturellement, ont été les premiers à voir tout le profit qu'une adhésion hypocrite leur permettrait d'en tirer. Les politiciens aussi n'ont pas tardé à les imiter, et nous assistons aujourd'hui à toute une œuvre de pénétration bourgeoise dans nos unions professionnelles.

L'inconscience ou la naïveté de la classe ouvrière est parfois presque incroyable. Ainsi à Genève, c'est au lendemain de la grève générale que nous avons vu de beaux messieurs s'intéresser au sort de nos syndicats et nous offrir leur concours! Repoussés d'abord, ils protestèrent de leurs meilleures intentions, se réservant de repasser aussitôt que les circonstances seraient plus favorables. La grève des maçons de l'année dernière, pour le respect d'un tarif vieux de dix ans a groupé de nouveau tous les éléments légalitaires et bourgeois contre les syndicats: les expulsions et les persécutions de toutes sortes ont été renouvelées; mais cette grève était à peine terminée que des affiches socialistes invitaient les ouvriers à voter pour ces mêmes conseillers d'Etat, qui avaient pris à l'unanimité toutes les mesures de répression contre les grévistes!

Ce n'est pas tout. Les syndicats, qui auraient dû comprendre que bourgeois et politiciens de toutes nuances sont leurs ennemis, s'empresèrent, au contraire, de s'adresser à ceux-là mêmes contre lesquels ils avaient protesté en de nombreux meetings pour demander leur concours et leurs lumières! Les Pictet, les Debrit ont fait leur apparition dans les syndicats et M. de Meuron paraît y être devenu à la mode!

Les menteurs du socialisme créchier, qui ont voté contre l'abrogation de la loi sur les conflits collectifs, s'étant avisés d'inviter les syndicats pour lancer une initiative demandant précisément cette abrogation combattue par eux pendant quatre ans, ont reçu des adhésions qui, sans être nombreuses, témoignent suffisamment de l'inconscience ouvrière!

Et il en est presque toujours ainsi! Des résultats qui paraissent acquis, ne le sont nullement, bien qu'il ne s'agisse, entendons-nous bien, que de résultats *moraux*, car nous ne croyons nullement aux fameux résultats *tangibles* aussi longtemps que durera le régime actuel. Et nous en sommes aux éternels recommencements; nous nous retrouvons au même point où nous étions il y a plusieurs années, avec quelques expériences en plus; mais ayant même perdu la foi dans l'efficacité de celles-ci.

Camarades à l'œuvre! Toutes ces difficultés et ces déceptions ne doivent nous prouver qu'une chose: la grandeur et la difficulté de la tâche que nous avons entreprise. Le fait que tel ou tel nous fausse compagnie doit nous apprendre à ne plus compter que sur nous-mêmes et à nous dépenser plus que nous l'avons fait jusqu'à présent. Nous ne pouvons devenir des indifférents, renonçant à participer même dans les pires conditions à la lutte de chaque jour; nous ne pouvons non plus être des fatalistes qui, sans abandonner leurs idées, attendent que l'heure vienne pour celles-ci. Sans doute, au choc du moindre fait, tous les mensonges qu'on nous oppose tomberont d'eux-mêmes, mais si nous ne sommes pas préparés à agir dans un autre sens, en profitant des événements, ceux-ci se suivront sans marquer un progrès de nos idées, sans nous apporter aucune réalisation.

L. B.

Comment le droit se prend et comment il se perd

On a quelquefois la perception très nette de la genèse du droit, c'est-à-dire de la facilité qu'auront certains individus d'agir désormais de telle façon parce qu'ils auront su en créer l'usage. Evidemment, ce n'est pas à la portée de tout le monde et surtout de toutes les bourses.

L'automobilisme devient d'un usage fréquent. Les écuries des riches se sont fermées pour faire place au garage de ces lourdes machines qui écrabouillent le pauvre monde avec une facilité sans pareille.

Les routes sont devenues impraticables pour le simple piéton, non seulement parce que sa vie y est en continu danger, mais encore parce qu'il y respire, y avale, toutes les poussières soulevées par ces amateurs de courses vertigineuses.

Il faut être riche pour pouvoir se payer le luxe d'un automobile. C'est ce qui nous explique avec quelle attention les pouvoirs publics se préoccupent de favoriser la marche, la course plutôt, de ces favoris. Les routes abîmées par ces mastodontes de la locomotion sont cylindrées avec un soin particulier. Les piétons enjambent les ornières, sautent les flaques, ont l'air d'échassiers en goguette, cela ne fera pas broncher le département des travaux publics, mais que l'état des grandes routes soit critiqué par l'Automobile-Club, cher au pique-assiette Thiébaud, et tout le monde est sur pied. « Comment donc, mais Messieurs, nous allons nous en occuper ». On parle de goudronner les routes. La poussière sera foulée, comprimée, durcie, les cailloux enlevés pour permettre des routes parfaites où l'on pourra faire du 60-70 à l'heure en toute sécurité. Une ligue

se forme contre les poussières et ce sont précisément ceux qui les soulèvent qui grossissent les rangs des nouveaux ligueurs. Ils représenteront aux yeux de l'Etat, le public et, sur leurs injonctions, des dépenses folles seront faites pour donner satisfaction aux riches amateurs de l'automobilisme.

Le citoyen qui nous parle, avec un trémolo dans la gorge, de l'égalité devant la loi, devrait bien méditer sur ce qui se passe devant ses yeux. Il reviendrait bientôt de son illusion rousseaulâtre. Les journaux décrivent avec complaisance les prouesses des auto-clubistes. Dernièrement, ils étaient aux petits soins pour nous détailler par le menu les exploits de ces Messieurs. Des parcours étendus avaient été enlevés sans accroc, des routes de montagne avaient été franchies à la barbe des gendarmes, chargés d'en interdire l'accès. Sans doute ces chauffeurs avaient eu soin de graisser autre chose que les roues de leur voiture. Mais nos bons journaux se délectaient à l'ouïe de ces hauts faits, entrecoupés d'infractions à la loi demeurées impunies. Il n'y a que les riches pour s'asseoir ainsi sur la loi; les pauvres, malheureusement, ont encore tous les respects, n'ayant pas en poche, il faut le dire, ce moyen infailible d'aplanir tous les différends que l'autorité peut créer à son aise.

Vous êtes riches, vous avez tous les droits, puisque c'est vous qui savez les prendre.

Vous êtes besoigneux, on vous enlèvera même pour donner aux riches. C'est vieux comme les Evangiles, mais c'est toujours nouveau et d'une application constante. Voyez les baladeuses. Il ne s'agit plus ici d'un club de fainéants, promenant leurs vices par les quatre coins du monde, mais, au contraire, de travailleurs, poussant à travers la ville, leurs marchandises sur les véhicules appelés de ce nom. Peut-être parce qu'ils gênent la circulation des automobiles, le Conseil d'Etat a décidé de les supprimer purement et simplement. Comme on voit que M. le marquis, ou M. le comte ou encore M. le baron ne font pas partie de ce groupe (M. Thiébaud n'assiste pas à leurs agapes). Sans doute, derrière cet arrêté du Conseil, il y a la bande de bourgeois, ayant magasins sur rues, pour demander la suppression de leurs concurrents. Là, encore, le riche aura raison du pauvre et l'exécution sera sans appel, sans discussion sur les services rendus au public ouvrier de la banlieue par cette catégorie de marchands dont la mori est décidée.

Une délégation a été nommée. Reçue, elle s'est vu confirmer l'arrêté sans grande chance d'une remise de peine. Des intérêts supérieurs sont en jeu, ceux des mercantis des Rues-Basses.

Au lieu d'aller vous humilier devant un idiot de gouvernant, mal intentionné par ordre, moquez vous donc de la loi. Faites comme les automobilards. Organisez une procession avec vos voitures, manifestez, amenez vos femmes et vos enfants. Forcez le public à s'occuper de vous, révoltez-vous, mais, de grâce, ne vous laissez pas supprimer comme cela. Ainsi, tous les jours les riches acquièrent des droits nouveaux payés par la collectivité tout entière, s'il s'agit de contribuer à leur bien-être et à leur luxe, et le droit de vivre des pauvres est supprimé sur un signe si leurs moyens d'existence sont en concurrence avec le désir de lucre des bourgeois cossus.

Mais, patience! C'est de toutes ces misères et de tous ces dénis de justice que seront faites les révoltes futures.

G. H.

La Fusillade de Cluses

Les ouvriers horlogers de la maison Crettiez s'étaient mis en grève depuis un mois à la suite du renvoi de sept ouvriers ayant participé aux dernières élections municipales en patronant une liste qui n'était pas celle de leurs employeurs.

Autant par solidarité vis-à-vis de leurs camarades que pour revendiquer la liberté d'opinion tous les ouvriers, hommes et femmes, sauf quelques renégats, avaient suivi les décisions de leur syndicat et quitté le travail. Après de nombreuses tentatives de conciliation, demeurées vaines devant le mauvais vouloir patronal, la grève générale des ouvriers horlogers de Cluses avait été décidée dans le but de faire intervenir les autres fabricants qui auraient fait pression sur leurs collègues pour les amener à entrer en arrangement.

Rien n'y fit. La brute entêtée qu'est le fondateur de la maison, vieux paysan rapace qui s'est taillé une jolie fortune dans les muscles des travailleurs de Cluses, se refusa à tout arrangement, trouvant, au dernier moment, pour tourner une décision qui semblait aboutir à une prochaine et inévitable solution, le moyen de se reprendre en présentant des exigences nouvelles injustifiables.

Poussé dans ses derniers retranchements, il en était venu à réclamer le coût des vitres cassées dans son établissement pendant la grève et des amis s'apprétaient déjà à lui faire ce cadeau lorsque, se cabrant à nouveau, l'exigeait que ce fut ses ouvriers qui lui payassent ces vitres et personne autre. Il voulait les mâter quand même et pouvoir leur faire subir, une fois rentrés à l'usine, toute une série de vexations, comme savent en mijoter les despotes du patronat.

Lâché, par ses propres amis, la tête montée, s'échauffant de plus en plus en compagnie de ses quatre fils, habitués à une sorte d'obésité passive, il jurait de leur faire payer du leur ingratitude, car pour le patron, devenu

riche, les ouvriers, demeurés misérables, sont toujours des ingrats.

En prévision d'événements dont ils étaient les uniques provocateurs, ils faisaient de leur usine une citadelle armée pour tirer sur la foule. Une manifestation des grévistes, allait leur fournir le moyen de décharger leur colère et leurs armes. L'usine était entourée par la troupe, toujours prête à la défense du capital et ce fut, protégés par les baïonnettes contre une fureur qui se perdait en coups de sifflets et en cris, que la famille Crettiez, réunie dans une même communion de vengeance, faisait feu sur la foule désarmée. Fuyant de toutes parts sous cette attaque inattendue, les grévistes, après avoir enlevé leurs morts et emportés leurs blessés, revenaient tôt après, envahissant l'usine, malgré la troupe, et y mettait le feu. Cachés par les officiers, les patrons entourés par un fort détachement de soldats, appelé à la hâte, étaient transférés à Bonneville en attendant l'instruction.

Les obsèques des victimes ont eu lieu et le gouvernement, complice, a promis une prompt justice. Palabres qui ne rendront ni la vie aux morts, ni ne changeront la mentalité des propriétaires à la Crettiez, plus nombreux que ne le croient tous les discoureurs et les prêcheurs de calme.

La Confédération générale du travail a protesté contre les actes patronaux qui ont ensanglanté la petite ville. L'Union métallurgique française organise des meetings pour protester contre de tels actes. Un meeting est annoncé à Genève, pour le jeudi 28 juillet, dans les jardins Handwerk, avenue du Mail, au profit des familles des victimes nouvelles de la famille Crettiez.

Pourquoi nous sommes anarchistes

I. La Propriété.

Lorsque nous attaquons la légitimité du « droit de propriété », nous sommes traités de malfaiteurs, et emprisonnés, ce qui est plus facile que de réfuter nos arguments.

Mais nous demandons: Qu'est-ce qui vaut le plus: la vie d'un homme ou une parcelle de terrain? Et la vie de millions d'hommes ne vaut-elle pas davantage que toute la propriété d'un pays appartenant à quelques milliers de privilégiés? L'existence d'innombrables familles d'ouvriers et de paysans n'est-elle pas plus sacrée que le luxe, les caprices, les vices, la vanité, l'ambition et l'avidité de quelques oisifs, brasseurs d'affaires, usuriers, spéculateurs, ou marchands de chair humaine?

Nous affirmons que l'intérêt du grand nombre doit prévaloir sur la rapacité du petit nombre; et nous combattons le soi-disant « droit de propriété » au nom du droit des ouvriers à la vie, au travail, à la jouissance du fruit de ce travail, du droit à l'instruction et à l'éducation pour leurs enfants, du droit au pain pour leur vieillesse, de leur droit enfin à ne plus être les esclaves de personne. L'effet de ce droit de propriété (qui n'est au fond qu'un monstrueux privilège), est de rendre esclave celui qui naît pauvre; c'est de condamner les fils du pauvre à l'ignorance, les obligeant ensuite, précisément parce que pauvres et ignorants, à s'adonner aux travaux les plus lourds; c'est l'ouvrier qui souvent ne trouve pas à vendre ses bras et dont le propriétaire ou le capitaliste profite d'autant plus qu'il est plus besogneux pour lui usurper les fruits de son travail; c'est le salarié qui, après avoir usé sa vie dans une fabrique meurt sur un grabat ou à l'hôpital, tandis que l'employeur prospère toujours et augmente ses richesses. Et l'on voit tous les spectacles les plus monstrueux et les plus révoltants dans la société: le financier, enrichi par les vols et décoré, se livrant à la débauche et à la crapulerie, alors que l'honnête ouvrier, chassé de l'usine à la suite de l'invention d'une nouvelle machine, mendie un morceau de pain ou se fait enfermer comme vagabond ou voleur au fond d'une prison; la riche bourgeoisie passant sa journée à faire sa toilette pour se rendre le soir à un bal, tandis que la femme du peuple git en un coin de la rue, affamée et en haillons, ses enfants dans les bras; le fils du riche servi dès le berceau par une foule de domestiques, contraste frappant avec celui de l'ouvrier qui ne trouve pas même un peu de lait au sein de sa mère.

Ainsi la société n'existe plus que de nom: les hommes deviennent des ennemis; pour vivre, on tue ou l'on vole; la femme se prostitue, l'ouvrier se vend, et tous ensemble, les humains se corrompent ou s'abrutissent: les uns pour vouloir trop posséder ou trop dominer, les autres pour l'habitude qu'ils prennent de souffrir et de servir.

On sait que de la terre ne produit pas d'elle-même, automatiquement; il faut les bras de l'homme pour la cultiver. Les produits ne vont pas d'eux-mêmes d'un endroit à l'autre: il faut ceux qui les transportent. Et pour les adapter à nos besoins, beaucoup de produits de la terre doivent être transformés, travaillés, soumis à l'œuvre de l'homme. Les machines mêmes sont construites par les ouvriers; les idées, enfin, dont l'humanité s'enrichit sont l'héritage de l'expérience et du travail de nombreuses générations.

Le propriétaire de terrains ou de machines ne possède rien, s'il ne possède pas les bras des autres. Toute son industrie consiste donc à travailler avec les bras des autres. Et le marchand, le spéculateur, le banquier, l'avocat emploient leurs talents pour tirer des richesses

des ouvriers, en accaparant les produits, en les achetant à un prix pour les revendre à un autre, en altérant leur qualité pour tromper les acheteurs, en s'attribuant l'œuvre d'autrui et en sachant aussi profiter des malheurs d'autrui.

Non seulement la propriété s'acquiert généralement par le vol, l'usure ou la tromperie, mais, une fois acquise, on la fait fructifier grâce à l'oppression et à l'exploitation des ouvriers. Les propriétaires et les capitalistes boivent le sang des ouvriers.

Le dernier résultat du « droit de propriété », c'est la misère inévitable des travailleurs. Le progrès ne sert pas à grand chose. Plus l'ouvrier produit, plus il se ruine. L'augmentation des richesses augmente les intérêts, les rentes, les profits, les impôts, qui sont autant de prélèvements faits sur le travail des pauvres. Les merveilleuses inventions du dernier siècle ont-elles diminué la fatigue ou augmenté le bien-être des travailleurs? Malgré notre soi-disant civilisation, nous voyons trop de chômeurs, trop d'enfants qui travaillent dans les fabriques ou dans les mines, trop de femmes qui pourrissent dans les rizières ou s'étiolent dans les usines; nous voyons aussi trop de suicides, trop de crimes dus à la misère. Nous ne sommes pas dans un état normal. Le progrès même en souffre. Beaucoup de terrains restent en friche, beaucoup d'industries sont entravées dans leur développement, beaucoup de machines et d'inventions ne sont pas appliquées. On pourrait et on devrait produire cent fois plus que l'on ne produit, tandis qu'au contraire les produits pourrissent dans les magasins ou dans les champs, car l'abondance ne sert pas l'intérêt du capitaliste.

Le « droit de propriété » est un obstacle au progrès, un ennemi du bien-être de l'ouvrier, une source de vices, de luttes, de crimes, d'usures, — une institution, enfin devenue incompatible avec les besoins, les idées et les sentiments de notre époque.

C'est en vertu de ce droit que quelques individus ont séquestré et usurpé tous les bienfaits de la civilisation. Un petit nombre d'actionnaires de banques, de chemins de fer, de grands établissements estiment le travail à leur gré. A mesure que la population et les besoins de l'ouvrier augmentent, ils augmentent aussi leurs prétentions, en majorant le chiffre de leurs rentes et de leurs profits et en accroissant la valeur de leurs propriétés et de leurs capitaux. Cette valeur dépend entièrement de faits et de conditions externes, dans lesquels propriétaires et capitalistes n'ont aucun mérite; elle est l'œuvre et la création de la société. Et c'est précisément pour cela que la terre et les capitaux devraient appartenir à la société toute entière au lieu qu'à une poignée de monopoli-sateurs. Les instruments de travail reviennent aux travailleurs associés. La propriété individuelle doit être abolie et remplacée par la propriété commune ou sociale.

(A suivre.)

Xavier MERLINO.

LIVRES REÇUS

Responsabilités, pièce en 4 actes, par Jean GRAVE. — P.-V. Stock, éditeur, 27, rue de Richelieu, Paris. — Prix: 2 francs.

Le Livre d'Or des Officiers français, de 1789 à 1815, d'après leurs Mémoires et Souvenirs, par Henri CHAPOUTOT, préface de Jean Grave. — 1 vol., aux Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris. — Prix: 3 fr. 50.

En exaltant les hauts faits de Napoléon I^{er}, de ses maréchaux, généraux, officiers, soldats, l'histoire officielle oublie que Napoléon I^{er} a déclaré: « J'aurais pu faire fusiller tous mes généraux en chef pour leur pillage; » puis: « Les brigands, ils volaient en plein midi! » et: « Le détail de leurs dilapidations est inouï, » etc., etc. L'auteur du *Livre d'Or des Officiers français* s'est plu, à rassembler des extraits de mémoires français (maréchaux, généraux, correspondance de Napoléon I^{er}) et à établir pour chaque officier du premier Empire un petit dossier. Il a rassemblé des témoignages qu'un militariste même n'osera et ne pourra récuser et qui font réellement du volume un *Livre d'Or*... à rebours.

COMPTES DE LA GRÈVE

Syndicats: Tourneurs-racheveurs, 30.—;	Mécaniciens, 11.50.	Total	41.50
1 ^{er} Mai: Vente d'églantines.			14.85
Bazar: Lots vendus fête champêtre.			10.—
Souscriptions: M ^e B. et M ^{lle} A., 1.—;	Un ami fidèle, 50.	Total	51.—
Divers: Reçu Bertoni 1 ^{re} conférence Zurich, 14.10; 2 ^{me} conférence Zurich, 10.15; conférence Fribourg, 11.75.		Total	36.—
		Total	Fr. 153.35
Solde en caisse au 14 juillet.			Fr. 0.85
			Fr. 154.20
Notes payées.			» 150.—
En caisse au 28 juillet.			Fr. 4.20
Dettes au 14 juillet.			Fr. 4850.90
Notes payées.			» 150.—
Notes à payer au 28 juillet.			Fr. 4700.90

Les réclamations doivent être adressées au liquidateur des cuisines communistes. Les syndicats sont priés de lui faire parvenir aussi les cotisations supplémentaires perçues. Les camarades du dehors qui auraient des fonds recueillis dans le but de nous aider à liquider notre dette de solidarité, voudront bien les lui faire parvenir.

Liquidateur: G. HERZIG, comptable, 18, rue Dasser, à Genève.